



Comité Central d'Entreprise du 13/12/2016 :

Le démantèlement d'AREVA continue !

Au prétexte de « simplifier la Gouvernance des entreprises publiques », « de clarification, de modernisation et pour permettre à l'Etat actionnaire de rapprocher son cadre juridique de celui de ses actionnaires », une nouvelle ordonnance permet à nos dirigeants de remettre en cause la représentation des salariés au sein du Conseil d'Administration de 6 administrateurs salariés à 4 !

FO a toujours défendu un nucléaire sûr sous contrôle de l'état.

FO regrette que l'industrie nucléaire et notamment, notre entreprise, soit soumise aux marchés de droit commun et aux actionnaires privés, au détriment de la sûreté et de la sécurité pourtant indispensables à l'acceptation de notre industrie par les populations environnantes et le grand public.

Les déboires d'AREVA montrent à quel point le contrôle de l'Etat est déficient quand il ne s'agit pas d'une entreprise intégralement publique en mélangeant les intérêts d'actionnaires tiers, de l'état, des élus locaux, et des salariés.

Dans le cadre de cette mise en conformité, la représentation des salariés va être minorée dans le nouveau Conseil d'Administration, ce qui fragilisera toujours un peu plus la défense de l'intérêt des salariés.

Augmentation du capital de NEW AREVA HOLDING par l'Etat et des investisseurs tiers.

Les élus FO au CCE sont conscients que la recapitalisation du Groupe est vitale.

Les élus FO sont totalement favorables à une recapitalisation de l'Etat mais restent très inquiets sur l'entrée au capital d'investisseurs tiers.

Nous ne connaissons à ce jour, ni le nom de ces investisseurs, ni les montants et les pourcentages qu'ils injecteraient dans NAH sans parler de leurs exigences en matière de contrats commerciaux, de management, de gouvernance, de rentabilité de l'entreprise et de politique sociale.

Les salariés d'AREVA NC ont déjà fait beaucoup d'efforts, tant sur la rémunération que sur les effectifs, et l'Etat doit garder la main pour éviter qu'un investisseur tiers demande encore des efforts qui pourraient être fatals à toute la filière nucléaire française.

Les élus FO seront en mesure de donner un avis motivé le jour où toutes ces informations nous auront été communiquées.

Recapitalisation et investisseurs étrangers : Où en sommes-nous ? !

La Direction a confirmé la signature d'un accord avec EDF concernant le rachat d'AREVA NP.

L'Etat s'est engagé à recapitaliser AREVA SA à hauteur de 2 milliards d'euros et NEW AREVA HOLDING (NAH) pour 3 milliards d'euros.

Deux offres d'investisseurs Japonais au capital de NAH pour un montant total de 500 millions d'euros sont en cours de finalisation.

Les discussions avec un investisseur chinois ont l'air par contre plus compliquées !

FO a fait remarquer qu'il serait primordial que le CEA puisse participer au capital de NAH en tant qu'actionnaire minoritaire mais stratégique et reste un conseil scientifique et technique auprès des pouvoirs publics lorsqu'un problème grave intervient dans le secteur nucléaire.

Pour FO, c'est également indispensable dans l'intérêt et le renforcement de la filière nucléaire.

Sécurité et sûreté des sites :

La Direction envisage de faire appel à des vigiles armés !

Pour assurer les missions de surveillance, elle « réfléchit » à externaliser la protection des Etablissements à des agents de sécurité privés et armés !

Aujourd'hui ces missions sont réalisées par les salariés de la Formation Locale de Sécurité, formés et spécialisés.

Pour FO, il est hors de question d'accepter une remise en cause de l'organisation actuelle.

Si la Direction persiste, nous n'hésiterons pas à intervenir au plus haut niveau de l'Etat et auprès des Autorités de Sûreté !

Pour tout renseignement complémentaire, n'hésitez pas à nous contacter !

Pour renforcer notre action, n'hésitez pas à nous rejoindre !